



Les centres de femmes

DES ACTEURS CLÉS DANS LA RELANCE POST-PANDÉMIE

AVIS DU CENTRE DES FEMMES SOLIDAIRES ET ENGAGÉES

Déposé au ministre des Finances du Québec
Dans le cadre des consultations pré-budgétaires 2021-2022

Le 11 février 2021

Depuis 1978, le **Centre des femmes solidaires et engagées** (CFSE) est un lieu d'échange et d'action visant à briser l'isolement de toutes les femmes et travaillant dans une optique féministe et solidaire, à l'amélioration de leurs conditions sociales, économiques et politiques sans égard à l'âge, l'appartenance ethnoculturelle ou l'orientation sexuelle de ses participantes par le biais de services d'intervention individuelle, des activités éducatives et d'éducation populaire, des actions collectives et de sa vie associative, et ce, en français, en anglais et en italien.

En plus de cette mission globale et fidèle à son histoire, le Centre se veut aussi un carrefour de dialogue pour les femmes d'origine italienne.

Les objectifs du CFSE sont :

- Créer un lieu d'appartenance, d'implication, de sociabilité et de solidarité pour toutes les femmes dans une perspective d'intégration et d'inclusion, dans un « Nous » au-delà des différences culturelles et linguistiques.
- Offrir des activités d'éducation populaire visant l'autonomie des femmes.
- Créer un pont entre les femmes de diverses cultures et origines.
- Offrir des services de soutien aux femmes, particulièrement aux femmes de l'immigration, pour les aider à surmonter les obstacles culturels auxquels elles font face.
- Explorer avec les femmes de souche italienne, de 2e ou de 3e génération leurs réalités spécifiques.
- Favoriser des échanges entre les femmes d'origine italienne sur des sujets en lien avec la condition féminine et l'italianité.

Le Centre des femmes solidaires et engagées est membre du Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) par le biais de L'R des centres de femmes du Québec et participe à la campagne Engagez-vous pour le communautaire.

NOS RECOMMANDATIONS

À un moment où les communautés n'ont jamais eu autant besoin des organismes communautaires et où le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale est sur le point de dévoiler son plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC), le budget 2021 est rendez-vous à ne pas manquer entre les organismes communautaires et le gouvernement. Il s'agit d'une occasion unique, pour le gouvernement, de mettre en place des mesures structurantes pour améliorer, à long terme, la situation des organismes et pour renforcer leur capacité d'agir à un moment où ils sont des acteurs clés pour la reconstruction du filet social dans le cadre de la post-pandémie.

Dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie de la population, d'assurer le respect de leurs droits et de réduire les inégalités socioéconomiques entre les plus pauvres et les plus riches, nous recommandons que le gouvernement soutienne adéquatement l'action communautaire autonome et la justice sociale.

Plus précisément, à l'instar du RQ-ACA et de ses membres, le **Centre des femmes solidaires et engagées** recommande au gouvernement de :

1. Investir 460 millions \$ supplémentaire dans le financement à la mission globale des organismes d'ACA et ce, afin de favoriser le respect de leur autonomie et de renforcer leur capacité d'agir.
2. Indexer annuellement les subventions à la mission globale de tous les organismes d'ACA selon la hausse des coûts de fonctionnement.
3. Investir massivement dans les services publics et les programmes sociaux afin de réduire les inégalités socioéconomiques et d'améliorer l'accès, sans discrimination, à des services publics universels, gratuits et de qualité.
4. D'ajouter des sommes supplémentaires afin de tenir compte des besoins supplémentaires provoqués par le COVID-19.
5. De donner à tous les ministères et organismes gouvernementaux les moyens financiers pour concrétiser les engagements du prochain plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC) dont la sortie est prévue pour le printemps 2021.

Ces recommandations vont dans le sens de la campagne [Engagez-vous pour le communautaire](#), qui réunit les 4 000 organismes de tous les secteurs de l'action communautaire autonome du Québec.

LE PAGAC – UN RENDEZ-VOUS HISTORIQUE A NE PAS MANQUER!

Pour assurer une plus grande reconnaissance et un meilleur soutien financier de l'action communautaire, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Jean Boulet, a amorcé, en mai 2019, des consultations en vue de l'élaboration d'un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire. Plus d'une [centaine de mémoires](#) ont été déposés afin de mettre en lumière les besoins des organismes.

Ce plan d'action, dont la sortie est prévue pour le printemps 2021, est très attendu par les organismes communautaires qui vivent, depuis plusieurs années, dans des situations de sous-financement insoutenables.

C'est pourquoi le **Centre des femmes solidaires et engagées** compte sur le ministre des Finances pour donner les moyens au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de réellement faire une différence afin de renforcer la capacité d'agir de l'ensemble des organismes communautaires, en particulier pour les aider à faire face aux défis liés à la pandémie.

LE COMMUNAUTAIRE : UN MAILLON ESSENTIEL DU FILET SOCIAL

Le mouvement de l'action communautaire autonome compte plus de 4 000 organismes répartis dans toutes les régions. Il contribue à maintenir 60 000 salarié-e-s, ce qui représente 1,4 % de l'ensemble des emplois au Québec. Il est soutenu par 425 000 bénévoles qui lui offrent temps et engagement au quotidien. Il est fréquenté par plus d'un million de personnes vivant diverses formes de difficultés.

Afin de briser l'isolement des femmes et d'améliorer leurs conditions de vie, les centres de femmes offrent des services et des activités éducatives et d'éducation populaire, organisent et participent à diverses actions collectives et réalisent leur mission à travers leur vie associative et démocratique.

Dans un milieu de vie chaleureux et accueillant, le **Centre des femmes solidaires et engagées** offre des services individuels en français, en anglais et en italien en toute confidentialité afin de renforcer le pouvoir d'agir des femmes. Préconisant une approche féministe intersectionnelle, nous offrons des services d'écoute active, de soutien, de références, ainsi qu'un accompagnement pour les femmes qui vivent ou qui ont vécu de la violence entre partenaires intimes. Nous travaillons auprès de femmes qui vivent ou qui ont vécu des situations complexes liées aux violences sexistes, à la violence fondée sur le genre, à la pauvreté, à l'isolement, à l'immigration/migration, à la santé mentale, au logement, aux relations parents/enfants et autres problématiques sociales.

Nous offrons un espace sans jugement qui permet aux femmes de discuter et de partager leurs expériences. Nous organisons des activités de groupe et d'éducation populaire autonome et féministe en français, en anglais et en italien qui encouragent la prise en charge de soi, la capacité d'agir et l'épanouissement des femmes.

Par ailleurs, le CFSE est engagé à défendre les droits des femmes dans une perspective féministe de changement social. Nous sommes en action et nous luttons pour la justice sociale, le réinvestissement majeur dans les programmes sociaux et les services publics, l'augmentation du financement des organismes communautaires autonomes, le respect de l'autonomie des groupes communautaires, ainsi que pour l'élimination de la pauvreté et de toutes les formes de violence envers les femmes.

Puis, notre vie associative et démocratique rayonne à l'aide de plus de 150 membres, d'une trentaine de bénévoles, de notre conseil d'administration, de nos comités de travail et de nos événements spéciaux dont nos Assemblées générales annuelles et nos sorties.

Les centres de femmes de partout au Québec font partie intégrante du filet social québécois au même titre que les services publics et les programmes sociaux.

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES : DES ACTEURS CLES DE LA PANDEMIE

Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) a dévoilé, en octobre dernier, les résultats d'un sondage exclusif auprès de la population québécoise portant sur le rôle des organismes communautaires durant la pandémie. Le sondage, réalisé par la firme L'Observateur, révèle que les Québécois-es ont une haute opinion de la place des organismes communautaires dans l'espace public. Il est vrai qu'au cours des derniers mois, les organismes ont joué un rôle essentiel durant la pandémie, ne cessant de rivaliser de créativité et de résilience pour continuer d'être présents auprès des populations qu'ils desservent.

- 71,8% de la population croient qu'ils sont des acteurs clés durant la pandémie pour rejoindre les communautés les plus affectées.
- Selon 66,9% de la population, le rôle majeur des organismes communautaires en temps de pandémie est d'aider les gens à combler leurs besoins de base urgents.
- Trois autres rôles ressortent :
 - o aider les gens à comprendre et à respecter les consignes de santé publique (57,9%) ;
 - o soutenir les personnes vivant une situation de vulnérabilité (56,6%) ;
 - o offrir aux gens un espace d'appartenance pour briser l'isolement et pour la création de réseaux d'entraide (54,2%).

Avec la pandémie, les organismes communautaires ont subi une pression supplémentaire importante alors qu'ils devaient combler les manques pour garantir un filet social aux personnes les plus vulnérables – et cette pression engendre des besoins supplémentaires pour tous les organismes.

- D'ailleurs, 80,9% des personnes sondées pensent que les organismes communautaires devraient recevoir un soutien financier de base adéquat pour leurs activités et leur soutien à la population.

Tout d'abord, depuis 1978, le **Centre des femmes solidaires et engagées** (CFSE) est un milieu de vie dans lequel les femmes participent à des activités de groupe et reçoivent des services individuels en présentiel.

En mars 2020, au début du premier confinement en raison de la pandémie, le CFSE s'est retrouvé dans le monde du télétravail. Nous avons fait preuve de persévérance, d'adaptation et de flexibilité en réorganisant notre offre de services et d'activités en présentiel et en ligne afin de répondre aux besoins et aux problématiques abordées par les femmes. Voici des exemples des activités réalisées :

- Réaménagement des locaux et du milieu de vie du CFSE afin de respecter les mesures de santé publique et gouvernementales.
- Augmentation de notre offre de services d'intervention individuelle et de relation d'aide en français, en anglais et en italien en ajoutant des plages horaires durant la semaine et des moyens de communication (Zoom, Facebook Messenger en plus du téléphone, des courriels et en présentiel).
- Augmentation de nos communications et de notre visibilité sur nos réseaux sociaux (Facebook, Instagram), notre site web et nos médias locaux, en lien avec notre offre de services et d'activités, et ce, en trois langues.
- Augmentation de nos communications aux membres sur la mise à jour des activités du CFSE et l'offre de traduction en italien des mesures de santé publique et gouvernementales (par téléphone et courriels).
- Publications sur nos réseaux sociaux et notre site web d'analyses féministes de la pandémie et de l'urgence d'une relance économique féministe.
- Offre d'activités de groupe en ligne (par Zoom), une première dans l'histoire du Centre, et de petits groupes en présentiel (par ex. des cours sur l'usage et le fonctionnement d'un iPad).
- Création d'affiches destinées aux commerces et aux partenaires locaux sur nos services offerts en lien avec la violence entre partenaires intimes.
- Achat d'une variété de jeux pour les membres confinées afin de briser leur isolement.
- Organisation d'actions collectives dont une campagne en ligne soulignant la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté et un rassemblement devant les locaux du CFSE pour commémorer la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes - le 6 décembre.
- Participation aux nombreuses actions collectives de nos partenaires et de groupes communautaires et féministes (par ex. Engagez-vous pour le communautaire et bientôt, la semaine d'action des centres de femmes).
- Organisation de notre Assemblée générale annuelle hybride (présentiel et en ligne), une première dans l'histoire du CFSE.
- Organisation des réunions du conseil d'administration hybrides (présentiel, en ligne, au téléphone), une première dans l'histoire du CFSE.
- Collaboration avec nos partenaires locaux pour répondre à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté dans le quartier Ahuntsic dont l'Aide alimentaire hivernale d'urgence.
- Participation aux réunions régulières de nos tables de concertation (en date du 11 février 2021 : plus de 60 heures à ces réunions).

- Participation aux formations et aux webinaires offerts par nos bailleurs de fonds, notre regroupement des centres de femmes et autres partenaires (en date du 11 février 2021 : plus de 140 heures aux formations et aux webinaires).

Pour conclure, nous constatons depuis le début de la pandémie que les besoins de nos membres et des femmes en général sont davantage criants et les problématiques sociales se multiplient rapidement pendant les confinements : l'isolement, le deuil, la détresse, l'anxiété, la dépression, la peur, la pauvreté, la violence entre partenaires intimes et l'inquiétude pour le futur de la société. Les inégalités sociales se sont exacerbées pendant la pandémie et les femmes y sont particulièrement touchées, dont les femmes en situation de pauvreté, les femmes âgées, les femmes que la société racise, les femmes en situation d'itinérance, les femmes qui vivent sur l'aide sociale, les femmes autochtones, les travailleuses du sexe, les femmes issues de l'immigration. La fracture numérique a également été un enjeu très important puisque de nombreuses femmes n'ont pas accès aux outils technologiques pour se brancher aux diverses activités en ligne pendant le confinement.

LE CARACTERE ESSENTIEL DU FINANCEMENT A LA MISSION

Si les organismes d'ACA sont en mesure de jouer un rôle clé pendant la pandémie, c'est grâce à leur autonomie face aux orientations gouvernementales qui leur permet d'avoir une grande capacité de résilience et d'adaptation. Cette autonomie est directement liée au type de financement, à la mission globale, qui leur permet d'avoir le plein contrôle sur les décisions, orientations et actions de leur organisme et leur donne le pouvoir d'agir rapidement et efficacement afin de répondre aux besoins des populations qu'ils rejoignent.

Le caractère essentiel du financement à la mission devient d'autant plus important dans le contexte actuel de crise où le communautaire doit faire face à une recrudescence des besoins et que la tendance semble se maintenir à moyen et à long terme. Cette crise sans pareil a plongé des dizaines de milliers de personnes dans des situations précaires. C'est pourquoi, il nous apparaît crucial de renforcer, dès maintenant, la capacité d'agir des organismes communautaires qui sont en première ligne pour soutenir les populations vivant diverses formes de difficultés.

UN MANQUE A GAGNER TOTAL ESTIME A 460M\$

Depuis la mise en œuvre de la [Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire](#) entre 2001 et 2006, jusqu'à tout récemment en 2017, aucun investissement sérieux n'a été fait pour le financement de base des organismes communautaires. Pendant cette période, les demandes d'aide et de soutien ont explosé en raison de la réduction des investissements dans les services publics et les programmes sociaux, en particulier pendant la période d'austérité de 2015 à 2018, plongeant ainsi le communautaire dans une situation de sous-financement perpétuel. Le manque à gagner pour l'ensemble des organismes d'action communautaire autonome est estimé à 460 millions\$.

Pour le **Centre des femmes solidaires et engagées**, le montant est estimé à 193 278\$ en 2021-2022. Nous avons reçu un rehaussement récurrent de 22 041\$ en mission globale ces deux dernières années. Quoique ce montant récurrent est utilisé pour des ajustements salariaux et des activités pour les membres et les participantes, le seuil plancher est loin d'être atteint en

matière de financement à la mission pour que notre organisme soit réellement opérationnel et permettant la poursuite normale des activités.

UNE INDEXATION INEXISTANTE OU INSUFFISANTE

L'absence ou l'insuffisance d'indexation du financement à la mission appauvrit les groupes davantage chaque année, puisqu'ils ne peuvent pas assumer la hausse de leurs dépenses (loyer, électricité, charges sociales comme employeur, etc.). C'est pourquoi l'indexation des subventions à la mission doit être accordée à tous les groupes et calculée en fonction de la hausse des coûts de fonctionnement, estimée à 3,25% annuellement.

UN FILET SOCIAL A RECONSTRUIRE

La crise sanitaire actuelle rend visibles les conséquences du sous-financement des services publics et des programmes sociaux et amplifie les inégalités sociales. À l'instar de la Coalition Main rouge, nous demandons au gouvernement d'adopter certaines mesures fiscales ou de couper dans quelques dépenses, pour aller chercher un potentiel de 10 milliards \$ en revenus supplémentaires, chaque année. Cela permettrait de faire face aux prochaines crises et de réinvestir suffisamment pour le nécessaire renforcement du filet social québécois.

Voir les [solutions fiscales proposées par la Coalition Main rouge](#), disponibles en ligne.